



Ministères - Services - Etablissements

Transition Ecologique,
Développement Durable,
Environnement,
Biodiversité,
Technologies Vertes,

Energie, Climat, Transports,
Infrastructures,
Risques Naturels,
Risques Technologiques,
Equipement, Logement,

Urbanisme,
Aménagement du Territoire,
Solidarité entre les
Territoires,
Renouvellement Urbain, Mer

Comité Social d'Administration Ministériel (CSAM)

CSA ministériel du 16 avril 2026 Déclaration de FORCE OUVRIERE La cocotte pas loin d'exploser ? Des soupapes à activer en urgence !

Monsieur le Président
Mesdames, messieurs,
Chers camarades,

Lors de la dernière formation spécialisée SSCT ministérielle, Force Ouvrière alertait solennellement : « la cocotte n'est pas loin d'exploser ». Depuis, les signaux faibles sont devenus des signaux forts. Et l'absence de réponses concrètes transforme la pression en risque réel.

Aujourd'hui, FO réclame la mise sur la table de mesures immédiates, concrètes, opérationnelles. Car pour éviter l'explosion, il faut désormais ouvrir des soupapes.

Pouvoir d'achat et carburants : une urgence sociale ignorée

Force Ouvrière a souhaité appeler l'attention des ministres sur les conséquences particulièrement préoccupantes de la hausse continue des prix des carburants pour de nombreux agents relevant de leurs ministères (courrier à retrouver [ICI](#)).

Cette augmentation brutale et durable affecte directement le pouvoir d'achat de vos agents, qui ont déjà perdu 10 % de pouvoir d'achat depuis 2024, et dont beaucoup ne disposent d'aucune alternative crédible à l'usage du véhicule individuel pour leurs déplacements domicile-travail. Cette situation est d'autant plus marquée dans les nombreux secteurs où les transports en commun sont insuffisants ou inexistantes.

Alors que des mesures de soutien ont été annoncées pour certains secteurs économiques, Force Ouvrière constate qu'aucune réponse d'ampleur n'est aujourd'hui apportée aux agents publics, pourtant directement concernés.

Dans ce contexte, FO, en cohérence avec les positions portées par la FGF-FO en matière de défense du pouvoir d'achat et des conditions de travail, vous demande la mise en place de mesures nationales exceptionnelles et immédiates.

À ce titre, nous sollicitons notamment :

- la généralisation et l'assouplissement du télétravail choisi, sans restriction excessive, lorsque les missions le permettent ;
- la mise en œuvre de la modalité de travail en 4,5 jours (FO prend acte de l'inscription du texte par l'administration sur notre proposition ... et de son retrait à la demande des autres organisations syndicales) et l'ouverture plus large de la semaine en 4 jours ;
- la possibilité effective d'aménagements des horaires de travail, afin de limiter les déplacements aux heures de forte contrainte ;
- élargissement de la possibilité de remisage à domicile des véhicules de service avant ou après un déplacement ;
- l'étude de dispositifs de compensation financière ciblée pour les agents les plus impactés, notamment dans les territoires ultramarins ;
- des consignes nationales claires garantissant une application homogène de ces mesures sur l'ensemble du territoire ;
- sans oublier même si c'est symbolique, la nécessaire augmentation des indemnités d'astreinte.

Au-delà de la situation conjoncturelle, cette problématique interroge plus largement les conditions d'exercice des missions de service public et les moyens donnés aux agents pour les assurer dans des conditions soutenables. Force Ouvrière rappelle son attachement à une politique ambitieuse d'augmentation du pouvoir d'achat des agents publics, justifiant notamment au plan ministériel la relance de plans de requalification dans le PLF 2027, ainsi qu'à des organisations du travail adaptées aux réalités du terrain.

Dans ce contexte, nous vous demandons d'engager rapidement une concertation avec les organisations syndicales représentatives afin d'identifier des réponses concrètes et adaptées à cette situation.

Mobilités : desserrer l'étau avant la rupture

Mais la pression ne se limite pas au pouvoir d'achat. Elle s'exerce aussi, de manière croissante, sur les parcours professionnels des agents.

FO alerte avec force : l'étau des mobilités se resserre dangereusement, et devient un facteur majeur de risques psychosociaux.

Des collègues, engagés dans des projets de mobilité choisis – professionnels, familiaux, personnels – se retrouvent aujourd’hui bloqués, empêchés, découragés.

Certains envisagent même d’abandonner une promotion pourtant méritée, faute de conditions soutenables pour l’assumer (idem pour les réussites à concours ou exa pro dont la concrétisation est bloquée, plus de repyramidage, mépris des priorités ...)

C’est inacceptable !

Pour FO, il y a urgence à :

- rendre transparentes les contraintes de chaque zone de gouvernance budgétaire, aujourd’hui opaques et subies par les candidats et les recruteurs;
- permettre des échanges fluides entre zones de gouvernance, sous pilotage national concerté, afin de sortir des logiques de silos et de blocages locaux ;
- garantir aux agents une visibilité réelle sur leurs perspectives de mobilité, et non des décisions arbitraires ou imprévisibles ;
- sécuriser les parcours des agents promus ou victimes de restructurations, afin qu’une évolution professionnelle ou une réforme imposée ne devienne pas une punition simple dans le premier cas, double dans le second. FO demande sur ces 2 sujets la mise en place d’un suivi collectif partagé.

La mobilité doit rester un levier d’attractivité et de reconnaissance. Elle ne peut pas devenir une impasse.

Mobilité choisie oui – mobilité contrainte non

Enfin, FO souhaite être très claire.

Nous militons pour la mobilité choisie.

Mais nous ne pouvons accepter la mobilité contrainte imposée à des agents dont le seul tort est parfois... de vouloir appliquer la réglementation !

Dans un contexte où les pressions locales peuvent être fortes, où certains intérêts de court terme cherchent à contourner les règles préservant le long terme, il est inacceptable que des agents soient déplacés, fragilisés ou exposés pour avoir simplement exercé leurs missions avec rigueur et intégrité.

Cela pose une question fondamentale : quelle protection pour les agents qui font respecter le droit ?

FO demande :

- des garanties explicites contre toute mobilité subie liée à l'exercice normal des missions ;
- un soutien clair et sans ambiguïté des ministres et de l'administration aux agents confrontés à des pressions ;
- une doctrine nationale protectrice, connue et opposable.

Conclusion : ouvrir les soupapes maintenant

La situation actuelle n'appelle plus des constats, mais des décisions.

Pouvoir d'achat en berne, mobilités bloquées ou imposées, pressions accrues, processus de promotions opaques : les agents tiennent, mais jusqu'à quand ?

Ouvrir des soupapes aujourd'hui, c'est éviter des ruptures demain.

FO est prête à prendre toute sa part dans un dialogue exigeant et constructif. Mais ce dialogue doit déboucher rapidement sur des mesures tangibles.

Car une cocotte sous pression sans soupape... finit toujours par exploser.

Et la cocotte aura d'autant plus besoin demain de la soupape constituée par les instances représentatives issues des élections professionnelles de fin d'année. Nous y reviendrons plus avant dans les débats, mais réaffirmons que cela ne pourra se faire qu'à la condition que nos représentants d'aujourd'hui et nos potentiels candidats de demain ne soient ni découragés ni empêchés, et que l'administration s'attache à démontrer que les instances sont utiles! La séance de ce jour aurait pu en être le marqueur en réponse aux propositions formulées par FO...le retrait du point relatif à la semaine de 4,5j à la demande des autres organisations syndicales en a décidé autrement. FO continuera le combat.

Je vous remercie.